

L'Étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire



Lundi 10 septembre 2018

Garder la tête froide et les idées claires

L'extrême droite suédoise n'a pas obtenu le raz-de-marée promis par son leader aux législatives de ce dimanche. Mais elle réalise son meilleur score et pourrait jouer les arbitres dans la formation du prochain gouvernement. L'extrême droite gagne des voix un peu partout en Europe, voire parvient au pouvoir, comme en Italie ou en Autriche.

Les migrants dans la ligne de mire de tous les politiciens

Certes, les raisons de cette poussée électorale varient d'un pays à l'autre. Mais le rejet des migrants joue partout un rôle moteur. C'est en polarisant les législatives allemandes de 2017 sur ce thème que le parti d'extrême droite AfD a fait une percée. Dans la récente vague d'agressions commises contre des étrangers, entre autres à Chemnitz, on a pu constater un partage des rôles : aux néonazis l'action violente, à l'AFD les déclarations médiatiques pour les justifier.

La réaction de la chancelière allemande Merkel à la percée réactionnaire de l'automne dernier a été de surenchérir elle aussi contre les migrants, même si aujourd'hui, face à l'extrême droite qui utilise la situation pour engranger des voix en vue d'une élection à venir en Bavière, elle tente de rassembler autour d'elle tous ceux que choquent les exactions violentes contre les migrants.

Quant à Macron, élu avec les voix de ceux qui craignaient une victoire de Le Pen, c'est lui qui ferme les frontières. Il fait la leçon au demi-fasciste Salvini, ministre de l'Intérieur d'Italie, parce qu'il interdit aux migrants sauvés en mer de débarquer dans son pays. Mais lui-même s'oppose avec la dernière énergie à leur entrée en France.

La copie... et l'original

Non seulement la politique d'un Macron est abjecte, mais en plus elle renforce l'extrême droite. Il y a deux ans, le gouvernant prétendu socialiste slovaque a fait campagne sur ce thème anti-migrant. Il est passé de 44 % à 28 % des voix, tandis que des néonazis entraînent pour la première fois au Parlement.

Mais ce n'est pas tout. L'extrême droite a d'autres cibles pour pourrir la vie de tous. En Pologne, le parti PiS au pouvoir veut durcir la législation sur

l'avortement. En Hongrie, le Premier ministre Orbán contrôle étroitement les médias et les contenus enseignés à l'école, et empêche les associations critiquant sa politique de fonctionner. Alors que seules treize personnes ont essayé d'entrer en Hongrie le mois dernier, il prolonge au nom de la « menace migratoire » un état d'urgence qui bride les libertés de tous les Hongrois.

L'intérêt des travailleurs, c'est l'internationalisme

le temps de capter leurs votes. Mais, au pouvoir, elle aussi leur mène la guerre. En Autriche, le Le Pen local, Strache, gouverne en coalition avec le Macron du coin, Kurz. Ensemble, ils ont fait voter en juillet dernier le passage de la semaine maximale de travail de 44 à 60 heures. Et, au pouvoir ou pas, l'extrême droite cherche partout à détourner les salariés de la lutte contre leurs patrons. À faire en sorte que les travailleurs s'en prennent les uns aux autres, les autochtones ou arrivés de longue date aux immigrés, plutôt que de s'en prendre aux capitalistes fauteurs de chômage et bas salaires.

Faire des plus vulnérables, des plus pauvres, de ceux qui ne peuvent même pas voter, les responsables de tous les malheurs de la société ne demande pas un grand courage. C'est à la portée du plus minable des politiciens. Que certains à gauche s'y essaient, comme Wagenknecht en Allemagne ou Mélenchon en France, n'est pas une bonne nouvelle.

Pour relever la tête face aux patrons et faire reculer Macron et le Medef, le monde du travail a besoin d'idées claires pour s'orienter à une époque où le capitalisme fait peser de plus en plus de menaces sur toute l'humanité.

Mascarade au PTY

Au pôle tertiaire la direction organise une journée porte ouverte le 22 septembre prochain. Elle voudrait faire l'article auprès des familles comme quoi l'on serait très bien installé dans le bâtiment B suite à la fermeture de la Garenne. Et comme au McDo pour attirer les parents il faut d'abord attirer les enfants. Magicien, jeux, même le steak frites le midi c'est prévu, c'est pour dire. Mais comme chez Ronald c'est payant, faut pas pousser.

Venir une journée sur le lieu de travail en famille c'est une chose, y venir 5 jours par semaine pendant des décennies en est une autre. En tout cas pour les ex Garennois cela ne nous fera pas oublié nos temps de transport supplémentaire, les bureaux les uns sur les autres, le self bruyant et exigu, etc.

PSA ou L'ABC du Capitalisme

Tavares, le PDG de PSA a annoncé que le site de Valenciennes devait presque doubler sa production d'ici deux mois. Mais on se demande bien comment ! Les ouvriers qui fabriquent des boîtes de vitesse croulent déjà sous la charge de travail et ne parviennent pas à satisfaire les commandes, ce qui finit par bloquer la production des usines d'assemblage... Les pannes et les cadences infernales sont la conséquence de la politique de réduction d'effectifs et des sous-investissements menés par PSA depuis des années. Toutes ces économies faites sur le dos des salariés qui ont fait exploser les profits des actionnaires paralysent maintenant la production.

Mais avec son arrogance, Tavares risque de finir par pousser le bouchon un peu trop loin. À quand le retour de boomerang ?

Perdre sa vie à la gagner, non !

Jeudi 30 août, deux ouvriers de Valenciennes ont été victimes d'un accident du travail. L'un d'entre eux a du subir dix heures d'interventions chirurgicales. Pneumothorax, tendon sectionné, diaphragme enfoncé, intestin touché et peut-être la moelle. Les conséquences seront terribles.

Comme de coutume PSA se défait sur les ouvriers. Ce sont leurs comportements qui seraient fautifs mais surtout pas l'organisation de la boîte et le manque de personnel qui imposent des cadences infernales. Tout cela est arrivé deux jours après que Tavarès ait fait son show cynique dans l'usine. Alors que la boîte peine à sortir 1800 boîtes de vitesses par jour, il en exige 3000 pour novembre, dans une usine qui a supprimé 300 CDI en 3 ans, et tourne avec des machines parfois vieilles de 40 ans.

Les records financiers des six premiers mois annoncés à grand cri reposent plus que jamais sur le sang et la sueur des salariés. Il faut y mettre un terme.

Dans la brume électrique

Selon le journal patronal, *L'Usine Nouvelle*, qui cite les études de l'Association des constructeurs européens

d'automobiles, la course aux véhicules électriques promet de belles coupes sombres dans les effectifs : « Avec le passage à l'électrique, les équipementiers européens pourraient perdre jusqu'à 38 % de la production qu'ils détiennent actuellement, tandis que la chute atteindrait 17 % pour les constructeurs automobiles. Sans oublier l'impact sur le vaste marché de la maintenance ». À moins qu'on n'oblige nos patrons à diminuer le temps de travail et à répartir le travail entre tous !

Les chaises musicales

En novembre 2017 PSA annonçait vouloir confier au centre R&D d'Opel des missions autrefois effectuées par les différentes sociétés d'ingénierie comme Altran, Segula, etc. Rétropédalage en septembre 2018, ce serait plutôt près d'un tiers des effectifs du centre de Rüsselsheim qui serait cédé à Segula avec l'engagement, qui ne vaut pas grand chose, de ne pas supprimer d'emplois avant 2023. Un pas en avant, deux en arrière ! On ne sait pas sur quel pied PSA veut danser mais il faudrait que tous, salariés allemands comme français nous le fassions danser sur l'air de nos revendications.

Le climat malade du capitalisme

Samedi dernier, plusieurs dizaines de milliers de manifestants ont « marché pour le climat ». Une manifestation nombreuse, reflétant une prise de conscience face à l'urgence écologique. Pour répondre réellement au problème climatique, il faudra s'en prendre aux intérêts des grands groupes capitalistes. Quand le gouvernement organise le sabotage du ferroviaire au profit de la route, continue d'autoriser le glyphosate et donne son feu vert à des dizaines de projets aussi polluants qu'inutiles, il le fait dans le seul intérêt d'une minorité de profiteurs et n'a aucune intention d'y mettre un frein.

Il y a urgence à se mobiliser contre ce système capitaliste tout entier, qui exploite les hommes et détruit la planète.

Idlib : grandes manœuvres sur le dos des peuples

Les trois millions d'habitants d'Idlib, dont 1,5 million de déplacés, échappent encore pour le moment à la dictature d'Assad. Pour reprendre la région, le régime a demandé à la Russie d'intensifier les frappes. D'après l'ONU, l'offensive qui se prépare pourrait faire 800 000 réfugiés.

Le régime syrien, la Turquie, l'Iran, la Russie, et en sous-main les grandes puissances comme la France ou les États-Unis, négocient le sort la population d'Idlib dans des sommets qui se succèdent à New-York ou à Téhéran. Chaque gouvernement y défend son petit calcul géopolitique, son intérêt national étroit – en réalité l'intérêt des riches et des entreprises de son pays. Il n'y a bien que les premiers concernés, ceux qui seront les premières victimes des opérations militaires, les habitants d'Idlib, qui n'ont pas voix au chapitre !